



HAL
open science

Recension des Savoirs de l'ombre : la surveillance militaire des populations aux États-Unis (1900-1941), d'Alexandre Rios-Bordes, Paris, Éditions de l'EHESS, coll. " En temps et lieux ", 2018, 349 p

Émilien Julliard

► **To cite this version:**

Émilien Julliard. Recension des Savoirs de l'ombre : la surveillance militaire des populations aux États-Unis (1900-1941), d'Alexandre Rios-Bordes, Paris, Éditions de l'EHESS, coll. " En temps et lieux ", 2018, 349 p. Réseaux : communication, technologie, société, 2020, 223, pp.200-203. 10.3917/res.223.0200 . hal-03921042

HAL Id: hal-03921042

<https://hal.science/hal-03921042v1>

Submitted on 3 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alexandre RIOS-BORDES, *Les savoirs de l'ombre : la surveillance militaire des populations aux États-Unis (1900-1941)*, Paris, Éditions de l'EHESS, coll. « En temps et lieux », 2018, 349 p.

Par Émilien JULLIARD

Cet ouvrage propose une « ethnographie historique » de la surveillance militaire des populations civiles, en revenant sur l'institutionnalisation de cette mission lors de la première moitié du XX^e siècle aux États-Unis, surtout dans l'entre-deux-guerres. Un double décalage est opéré en analysant le renseignement militaire plutôt que policier (comme le FBI) et la genèse de ces pratiques de surveillance plutôt que leur démultiplication à partir de la Guerre froide. Le retour sur le moment instituant tient aussi à l'accessibilité des archives des deux « appareils de savoirs » (p. 12) étudiés : la Military Intelligence Division (MID) pour l'Armée de terre et l'Office of Naval Intelligence (ONI) pour la Marine. A. Rios-Bordes a opté pour une « stratégie de la masse » (p. 25), consultant des milliers de documents (mémos, rapports, lettres, etc.) afin de retracer le quotidien de ces services. L'auteur porte attention à l'« angoisse du support écrit » (p. 20) de ces administrations, se traduisant par une préférence pour l'oralité et la destruction de documents, souvent dans l'illégalité. En conséquence, les archives sont muettes sur les rapports de ces services à l'autorité politique. Elles informent cependant sur les doutes et les formes de résistance des agents. Riche de par ses matériaux, ce travail l'est aussi par les références historiques et sociologiques qu'il convoque, traitant entre autres des institutions militaires et policières, des savoirs étatiques, du fonctionnement des bureaucraties et des mouvements sociaux.

En douze chapitres et quatre parties, le livre saisit les tropismes de cette surveillance militaire. Elle participe d'un renversement de la fiction politique censée guider la relation de l'État au peuple : à la confiance accordée aux citoyens se substitue la suspicion, certes inégale, visant d'abord les communistes et les syndicalistes et non l'extrême droite. En contrevenant à ce pacte liant l'État à ses ressortissants, le renseignement militaire intérieur est pris dans des « tensions pratiques entre le désir de savoir et la possibilité d'agir » (p. 160), générées par des problèmes d'ordre légal, éthique, politique, et de ressources.

La première partie rend compte du basculement des militaires vers le « front intérieur ». La MID et l'ONI, créés à la fin du XIX^e siècle, s'intéressent aux civils à l'occasion de l'expérience coloniale aux Philippines et surtout lors de la Première Guerre mondiale (chapitre 1). Il s'agit de connaître les manœuvres ennemies sur le sol états-unien, mais aussi les agissements de groupes (syndicalistes, militants pacifistes, etc.) pouvant contrarier la mobilisation militaire. À ce moment, l'activité de ces services se décentre, passant du contre-espionnage à la « contre-subversion ». Les militaires prennent dès lors part à une « communauté du renseignement intérieur » (p. 49) faite d'acteurs publics (principalement les forces de police fédérales et locales) et privés (associations « citoyennes », détectives privés, organisations patronales) dont les frontières sont poreuses (circulation d'informations et de personnels). La justification de cette surveillance en temps de paix, au titre de la « guerre moderne », se traduit dans un travail de légitimation contradictoire, n'empêchant pas une contraction des effectifs de ces services (chapitre 2). Publiquement, l'enjeu est d'occulter les pratiques de surveillance, tandis qu'en interne il faut montrer leur nécessité. Du fait de cette contradiction, les agents de ces services ne reçoivent pas de mandat clair et sont soumis à des directives contraires. Elle explique aussi que la surveillance intérieure soit considérée comme un « sale boulot », ce que reflète la sociologie des « hommes de l'ombre » (chapitre 3). Si la MID et l'ONI existent au travers de militaires de carrière, ces services reposent sur un grand nombre de civils recrutés pendant la guerre, puis appelés à devenir des réservistes mobilisés de façon plus ou moins formelle dans l'entre-deux-guerres. Au-delà des statuts, une homogénéité sociale se dégage : des hommes blancs, protestants, issus de la bourgeoisie rurale et urbaine, aux opinions conservatrices influençant le choix des cibles.

La deuxième partie porte sur les méthodes de surveillance. Faute de moyens, la plupart des données sont collectées à partir de sources facilement accessibles (presse généraliste et militante, réunions publiques) ou indirectement (informations transmises par des journalistes et des organisations diverses) (chapitre 4). La dépendance à des sources indirectes, pour beaucoup patriotes, influence la perception des événements sociaux. Une partie réduite de la surveillance s'effectue directement auprès des groupes visés (chapters 5 et 6). Elle suppose des contacts au sein d'administrations, par exemple pour intercepter du courrier, et le développement de compétences d'infiltration et de recrutement d'informateurs (barmen, militants repentis). Contrairement aux pratiques d'enquête policières, l'identification de « subversifs » ne conduit pas à leur arrestation mais à l'évaluation de la menace qu'ils représentent.

A. Rios-Bordes considère que l'enquête favorise ici des « raisonnements réticulaires nourrissant l'impression de cohérence des menaces » (p. 160) et une tendance à l'extrapolation.

La troisième partie montre que le regard des agents de la MID et l'ONI résulte aussi de processus bureaucratiques de traitement des informations, où les données recueillies sont transformées en renseignement. Les données doivent être interprétées (chapitre 7) en subissant une « épreuve interne de crédibilité » (p. 184), prise entre des spéculations à partir de matériaux indiciars et une exigence de vraisemblance des menaces. Ces interprétations sont ensuite transcrites (chapitre 8) : l'auteur est attentif au formalisme des documents militaires et à la production de synthèses destinées aux chefs d'état-major et aux autorités politiques simplifiant la réalité. Les biais d'attention à l'égard de certaines mouvances se concrétisent dans l'ordonnement des informations *via* des listes, des nomenclatures et des index utilisés au quotidien par les agents. Ainsi, des groupes fascisants sont hors nomenclature jusqu'à la fin des années 1930. Le propos est aussi consacré aux effets des biais idéologiques des données produites par d'autres organisations, et à « l'économie bureaucratique de l'information » (p. 219) à l'intérieur des services (chapitre 9). Les agents sont ainsi évalués par la hiérarchie en fonction de leur capacité à faire remonter le plus d'informations possible, alors que certains constatent l'absence de menaces. L'auteur estime que cette tension est atténuée par le caractère hiérarchique et routinier du traitement des données.

La dernière partie est consacrée au contenu des documents produits : « la représentation ordonnée de la menace » (p. 29). Le raisonnement sur la « guerre intérieure » conduit à identifier des éléments hostiles (chapitre 10), en premier lieu les communistes et les pacifistes. À cette hiérarchisation des groupes cibles se surimpose celle des « champs de bataille » (des domaines d'intérêt militaires) (chapitre 11) : la sécurité et l'intégrité des forces armées, les secteurs de production nécessaires aux militaires, l'anticipation de tentatives de renversement des institutions. La question productive en particulier souligne une attention aux conflits du travail. La surveillance de l'action syndicale est une priorité des services, les amenant à s'intéresser à l'ensemble de l'industrie. Progressivement, c'est toute la société qui est scrutée pour saisir son degré de contamination par des subversifs (chapitre 12). Certains groupes sont perçus comme fragiles (les ouvriers, les étrangers, les Noirs, les Juifs), tandis que d'autres sont surveillés au titre de leur concours au maintien de l'ordre social (les religieux, les femmes, les intellectuels et tous ceux fréquentant des institutions éducatives). Cette curiosité étendue des services amène

à un découplage des logiques présidant à l'identification des menaces intérieures et extérieures en temps de paix. Avant la Seconde Guerre mondiale, le principal ennemi intérieur est le communiste, tandis que l'Union soviétique est vue comme une puissance secondaire. Cependant, comme le note la conclusion, les menaces intérieures et extérieures s'alignent lors de la période s'ouvrant avec cette guerre. La MID et l'ONI connaissent un accroissement considérable de leurs moyens, alors que la traque des ennemis intérieurs devient un enjeu politique majeur que viennent servir leurs savoirs.

Ce livre est une belle étude des formes de savoirs étatiques et des relations de l'État à la population. Compte tenu des matériaux, il fait regretter l'impossibilité de lier l'analyse des pratiques de surveillance en situation à une sociologie fine des agents, pour rendre compte de leur gestion différentielle des tensions qui pèsent sur leurs activités. Cette recherche peut aussi se lire comme une contribution à la compréhension des organisations militantes. Si beaucoup de travaux ont insisté sur les effets de la répression des activités contestataires, moins se sont penchés sur ce que fait la surveillance aux groupes militants. L'ouvrage montre comment les militants, se sachant surveillés, s'adaptent aux investigations : destruction du courrier, communications cryptées, appareils de direction occultes, espionnage interne, parrainage des nouvelles recrues, etc. Ainsi, le travail d'A. Rios-Bordes illustre la nécessité de penser ce que fait l'État aux formes de l'action collective.

Émilien JULLIARD
IRISSO, Université Paris Dauphine-PSL
emilienjulliard@gmail.com